

29 août 1350 : bataille de L'Espagnols sur Mer.

La bataille de L'Espagnols sur Mer ou bataille de Winchelsea, oppose le 29 août 1350, au début de la guerre de Cent Ans, une flotte anglaise de 50 vaisseaux commandée par Édouard III d'Angleterre et le Prince noir et une flotte castillane de 40 vaisseaux commandée par Charles de la Cerda, un proche du roi de France Jean II le Bon, devenu roi sept jours auparavant, à la mort de son père, Philippe VI de Valois.

Elle s'achève par la victoire des Anglais : de 14 à 26 vaisseaux castillans (selon les sources) sont coulés ou capturés, sans doute beaucoup moins pour les Anglais (seulement 2 navires connus comme perdus).

Le nom de « *bataille de Winchelsea* » se réfère au port anglais le plus proche, Winchelsea, point de départ de la flotte anglaise. En revanche, le nom de « *bataille de L'Espagnols sur Mer* » reste à expliquer même si les historiens pensent que ce nom viendrait du fait que des navires castillans ait participé à la bataille.

La guerre franco-anglaise, qui a commencé en 1337, connaît une période de trêve depuis la grande peste de 1348-1349. Le début de la guerre a été à l'avantage des Anglais, avec les victoires de L'Écluse (1340) et de Crécy (1346), puis la prise de Calais (1347).

La dynastie des Valois, arrivée au pouvoir en 1328, à la suite de la mort du dernier des Capétiens directs, Charles IV (fils de Philippe le Bel), est contestée par deux prétendants : le roi d'Angleterre Édouard III, petit-fils par sa mère de Philippe le Bel, et le roi de Navarre Charles II (dit le Mauvais), petit-fils par sa mère de Louis X le Hutin (autre fils de Philippe le Bel), qui n'acceptent pas (chacun pour son compte) son attribution en 1328 à la branche cousine des Valois, issus d'un fils cadet de Philippe III le Hardi.

Il est parfois envisagé que l'expédition menée par le roi d'Angleterre contre Charles de La Cerda visait à lui permettre d'intervenir dans les affaires de France, à un moment de transition entre deux règnes : à cette date, Jean le Bon n'a pas encore été sacré à Reims.

À partir de 1340, la flotte française est réduite à peu de choses, aussi Philippe VI s'en remet sur mer à ses alliés génois ou castillans. L'un des officiers les plus actifs est Charles de la Cerda qui s'en prend au commerce anglais dans la Manche et en mer du Nord.

Profitant de la mort de Philippe VI, les Anglais, décident d'en finir avec la flotte de Charles de La Cerda et mobilisent pour cela d'importants moyens navals.

Charles de la Cerda (1326-1354), descendant du roi de Castille Alphonse X (en ligne masculine) et du roi de France Louis IX (par sa fille Blanche), est né en France où son grand-père, Alphonse le Déshérité (1270-1333), spolié du trône de Castille par Sanche IV, s'est installé en 1303 après avoir séjourné treize ans dans le royaume d'Aragon.

Le fils cadet d'Alphonse le Déshérité, Louis de la Cerda (1291-1348), oncle de Charles, est amiral de France sous le règne de Philippe VI. Charles, élevé avec le prince Jean le Bon, fait partie de ses proches quand celui-ci arrive sur le trône.

Au début du mois d'août 1350, Charles de la Cerda est signalé dans le comté de Flandre, à l'Écluse, qui est le port de Bruges, à la tête d'un convoi de navires marchands chargeant leurs cales avant de repartir vers la côte basque.

Édouard III décide de l'attaquer sur la route du retour. Il se rend solennellement à Winchelsea, accompagné de son fils Édouard de Woodstock, le « *Prince Noir* » et de jeunes nobles décidés à en découdre avec La Cerda. Le 28 août, les troupes embarquent sur une cinquantaine de navires de guerre. Le roi, sur le navire amiral, le cogue *Thomas*, prend le commandement de la flotte.

Charles de la Cerda est considéré comme un adversaire dangereux : avant l'embarquement, le roi a ordonné aux archevêques de Cantorbéry et d'York de faire dire des prières pour le succès de l'opération.

L'attente n'est pas longue. Le dimanche 29 août dans l'après-midi, les quarante navires de Charles de la Cerda sont signalés, poussés vers Winchelsea par une bonne brise de sud-ouest qui les rapproche rapidement. Édouard III ordonne de lever l'ancre et fait sonner le branle-bas de combat. Après l'appareillage, Édouard fait servir du vin à ses chevaliers et à lui-même pour renforcer encore la cohésion de ses hommes.

Charles de la Cerda pourrait facilement éviter le contact. Tout porte à croire, au contraire, qu'il le recherche : la route suivie, le fait qu'il ait embarqué des mercenaires dans les ports flamands, la détermination qu'il montre, au moment de la rencontre, pour se jeter sur l'ennemi.

Le choc est donc très violent. Le cogue *Thomas* est heurté par un navire castillan lors d'une tentative d'abordage ; la collision est si violente que le navire castillan perd son mât et que le navire amiral anglais subit une importante voie d'eau. À l'issue d'un corps à corps sanglant, l'équipage du *Thomas* s'empare d'un autre bâtiment et Édouard abandonne son navire qui coule pour se transporter sur cette prise.

Les navires castillans sont plus hauts sur l'eau, ce qui leur permet d'accabler le pont des navires anglais de projectiles et de causer de gros dommages aux hommes et au matériel. Le navire du Prince Noir se retrouve bientôt réduit à l'état d'épave, accroché au flanc d'un navire castillan qui le malmène. Le prince héritier doit son salut au courage du comte de Lancastre, qui aborde la nef ennemie d'un autre côté et lui fait amener son pavillon.

Un grand navire anglais, commandé par le comte Guillaume I^{er} de Namur, qui transporte la « *maison du roi* », est attaqué à l'abordage : les Castillans s'efforcent de l'entraîner à l'écart de la bataille pour le neutraliser plus facilement. À ce moment, la situation des Anglais est compromise. Finalement, un valet du comte de Namur réussit à passer sur le pont du navire castillan et à couper la drisse de la grand-voile, rendant le bâtiment ingouvernable et permettant aux Anglais de reprendre la situation en mains.

Les chiffres des pertes castillanes varient selon les chroniqueurs : Froissart affirme que 14 navires ont été pris, mais d'autres disent 24 ou 26, soit la moitié ou le quart des nefs de Charles de la Cerda.

Les pertes anglaises sont inconnues : au minimum 2 navires, dont le navire-amiral, et de nombreux morts.

Néanmoins, Charles de la Cerda s'est échappé avec le reste de ses bâtiments. Ce violent combat dans lequel s'est impliqué personnellement le roi d'Angleterre, n'a aucune conséquence stratégique sur l'évolution de la guerre, contrairement à la bataille de l'Écluse.

Sur le plan tactique, le combat, qui s'est déroulé à l'abordage et à l'arme blanche, n'apporte rien non plus à l'histoire navale, alors que l'usage de l'artillerie à poudre en mer était connue depuis le début du XIV^e siècle (bataille d'Arnemuiden, 1338 ; bataille de l'Écluse, 1340).

Charles de la Cerda, fait connétable de France en 1351, meurt assassiné en 1354, sur ordre du roi de Navarre Charles II.

Édouard III gagne par cette victoire les surnoms de « *Vengeur des Marchands* » et de « *Roi de la mer* », bien qu'en fin de compte la bataille de Winchelsea soit un épisode secondaire de la guerre de Cent Ans.

En ce qui concerne Jean II le Bon, il est sacré à Reims le 26 septembre.



29 août 1475 : traité de Picquigny mettant officiellement fin à la guerre de Cent Ans.

- Édouard IV s'engage à rentrer en Angleterre avec son armée et renonce à son alliance

- avec le duc de Bourgogne ;
- Il reconnaît Louis XI comme roi légitime de France (le point central de la guerre de Cent Ans était la prétention des rois d'Angleterre à être plus légitimes sur le trône de France que la maison de Valois, issue de Philippe VI, roi à partir de 1328) ;
 - Louis XI verse à Édouard IV une somme de 75 000 écus d'or et s'engage à lui verser une pension annuelle de 50 000 écus d'or (soit la promesse totale de cinq cent mille écus) ;
 - il est convenu que le dauphin Charles épousera la fille aînée d'Édouard, Élisabeth⁸ (elle épousera en fait Henri VII d'Angleterre) ;
 - Louis XI, qui est le fils de Marie d'Anjou, sœur de René d'Anjou, roi de Naples (en titre), duc d'Anjou et comte de Provence, accepte de payer la rançon (50 000 écus) exigée pour sa cousine Marguerite d'Anjou, veuve du roi Henri VI d'Angleterre, prisonnière à la tour de Londres depuis 1471. Le roi René n'a en effet pas eu les moyens de payer cette somme. En contrepartie, Louis XI a obtenu de lui la cession de l'Anjou à la couronne, en l'absence d'héritier mâle. Libérée le 29 janvier 1476, Marguerite (1430-1482) se réfugie à la cour de son père à Aix.

Les Anglais rembarquent définitivement, ne conservant en France que Calais, qui ne sera reprise qu'en 1558 par Henri II, lors de la onzième guerre d'Italie.

Ce traité contente les deux parties : Édouard IV d'Angleterre prétend recevoir ainsi un tribut de la France, tandis que Louis XI affirme fournir une pension à son sujet le roi d'Angleterre.

29 août 1526 : première bataille de Mohács, victoire des Ottomans.

L'Empire ottoman connaît un essor rapide au cours du XV^e siècle, notamment à partir de la prise de Constantinople (1453), qui devient, dès lors, la base de son expansion en Europe. Il s'empara progressivement des États voisins de la Hongrie : la Serbie en 1459 et la Bosnie en 1463.

János B. SZABÓ
Ferenc TÓTH

MOHÁCS (1526)
**Soliman le Magnifique prend pied
en Europe centrale**

78



 ECONOMICA

L'Empire ottoman est alors animé par un esprit de conquête qui avait notamment pour point de mire Vienne. L'expansion ottomane permettait l'acquisition de butin, de nouveaux territoires, et elle contentait de larges couches de la société dont les *kuls*, une élite administrative et militaire dont le statut social reposait sur les esclaves et les revenus générés par les conquêtes. Les

victoires pouvaient par ailleurs conforter le pouvoir du sultan et sa légitimité.

La question de savoir si la Hongrie était un objectif de conquête pour les Ottomans ou si elle n'était qu'une étape sur la route de Vienne fait l'objet de débats. Pour l'historien Géza Perjés, le sultan Soliman le Magnifique, qui monta sur le trône en septembre 1520, aurait proposé aux Hongrois de leur conférer un statut privilégié dans son empire en échange d'un droit de passage vers Vienne. Il est avéré, en tout cas, qu'à la fin de l'année 1520, les Ottomans avaient décidé de se lancer à la conquête du royaume de Hongrie.

Avant la bataille de Mohács, les Turcs s'étaient déjà emparés en 1521 des forteresses de Sabacz et Belgrade

Le sultan ottoman Soliman le Magnifique quitte Constantinople en avril 1526 avec son ami, le Grand vizir Pargali Ibrahim Pacha avec une armée composée de 60 000 à 100 000 hommes. Les Ottomans s'emparent en juillet de la forteresse de Peterwardein. Louis II de Hongrie réunit difficilement 20 000 hommes (35 000 hommes selon Britannica), des troupes de barons et des comitats qui sont placés sous le commandement de l'archevêque de Kalocsa, Pál Tomori (août). Néanmoins des renforts viennent gonfler les rangs des Hongrois jusqu'à la rencontre entre les deux armées, le nombre de soldats dans le camp de Louis II est estimé à 40 000-50 000 hommes durant la bataille.

Les deux armées se rencontrent à Mohács le 29 août 1526. Le commandement hongrois, conscient de la supériorité numérique des Ottomans, avait prévu d'attaquer l'armée ennemie au fur et à mesure de son arrivée sur le champ de bataille, avant que toutes les troupes ne soient rassemblées. L'armée hongroise se confronta cependant au feu de l'artillerie de campagne ottomane et à celui des janissaires. Dans un premier temps, les cavaliers hongrois avaient réussi à percer le flanc gauche de l'armée ottomane composée de timariotes de Roumélie. Mais les Hongrois, au lieu de se lancer à leur poursuite, se livrèrent à un pillage sur place et ils furent anéantis par le feu des janissaires.

Pest est prise (10 septembre) et la frontière ottomane est repoussée aux portes de Vienne. Quinze jours plus tard, Soliman reprend le chemin de Constantinople.

Mohács est la plus grave défaite hongroise depuis la bataille de Mohi, en 1241 contre les Mongols. Elle marquait en effet l'échec de la lutte des Hongrois, qui tentaient d'arrêter l'avancée ottomane et de protéger les frontières sud de leur pays depuis un siècle et demi.

Soliman soutient Szapolyai, voïvode de Transylvanie, contre Ferdinand de Habsbourg pour succéder à Louis II. Jean Szapolyai est élu sans difficulté roi de Hongrie à la diète de Székesfehérvár (10 novembre 1526), mais la veuve de Louis II, Marie de Habsbourg, soutient son frère et convoque une autre diète à Presbourg, présidée par le palatin de la reine, qui proclame Ferdinand roi de Hongrie (17 décembre).

Les Jagellon perdent les couronnes de Bohême et de Hongrie au profit des Habsbourg, conformément au traité de Vienne de 1515. La Hongrie est divisée : Ferdinand de Habsbourg règne à l'ouest et Jean Szapolyai à l'est, en Transylvanie.

29 août 1622 : bataille de Fleurus.

En 1622, la bataille de Fleurus marque un moment important de la guerre de Trente Ans. Elle oppose les troupes de Christian de Brunswick et Ernst von Mansfeld à l'armée espagnole menée par Gonzalo Fernández de Córdoba.

Les protestants étaient en route pour contrer le siège de Bergen op Zoom. Le 29 août 1622, ils furent confrontés aux Espagnols. Les deux partis se livrèrent une bataille sanglante, pendant laquelle Christian de Brunswick perdit le bras gauche (il devait se faire poser, par la suite, une prothèse en argent). Malgré les lourdes pertes, quelque 6 000 hommes de Christian de Brunswick parvinrent à se frayer une route vers Bergen op Zoom et à forcer la levée du siège de la ville.

29 août 1755 : naissance du général Jean-Henri Dombrowski.

Jean-Henri Dombrowski (en polonais : Jan Henryk Dąbrowski), né le 29 août 1755 à Pierzchów, près de Cracovie, mort le 6 juillet 1818 à Winna Góra, est un général polonais qui s'illustra dans l'armée française à l'époque de la Révolution et de l'Empire.



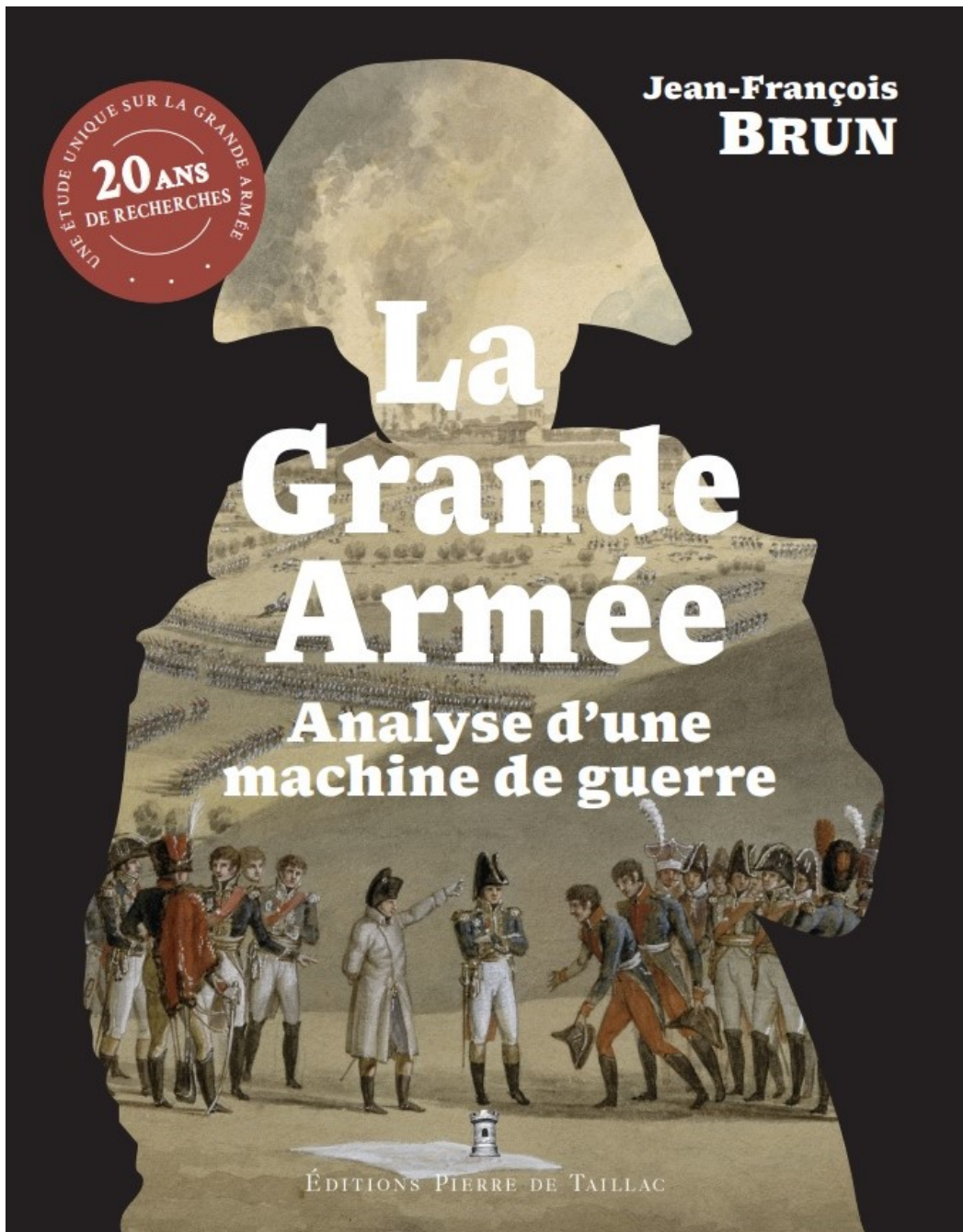
Le général Jean-Henri Dombrowski dirigeant les légions polonaises.

Après avoir combattu pour l'indépendance de la Pologne aux côtés de Poniatowski et de Kościuszko, Dombrowski passe en France pour continuer la lutte aux côtés des Français contre les ennemis communs de la Pologne. Il organise une légion polonaise, à la tête de laquelle il participe aux campagnes d'Italie (1797-1801) et à la campagne de Pologne (1806-1807). Après la création du Grand-duché de Varsovie, Dombrowski reste en Pologne à la tête d'un corps d'armée nationale. À la reprise des hostilités, il participe à la campagne de Russie de 1812 et se distingue lors du passage de la Bérézina et à Leipzig (1813). Après la chute de Napoléon, Dombrowski se retire de l'armée et devient sénateur dans le nouveau Royaume de Pologne, en 1815.

Son nom est immortalisé dans le chant des légions composé en 1797 par Józef Wybicki : « ...*Marche, marche, Dombrowski, de la terre italienne jusqu'en Pologne* » devenu avec le temps l'hymne national polonais connu sous le nom de *Mazurek Dąbrowskiego*.

29 août 1805 : naissance de la Grande Armée napoléonienne.

Voulant envahir l'Angleterre à la suite de la rupture de la paix d'Amiens, Napoléon reconstitua l'armée des côtes de l'Océan et l'installa au camp de Boulogne en 1804. La coalition formée par l'Angleterre, l'Autriche et la Russie changea les plans de ce débarquement et Napoléon décida que pour affronter cette troisième coalition, il fallait envoyer son armée de conscription vers l'Autriche. La première citation de l'appellation « Grande Armée » apparut dans une lettre de l'empereur au maréchal Berthier le 29 août 1805, jour où Napoléon leva le camp de Boulogne pour emmener ses hommes vers le Rhin.



Les bulletins qui racontaient les exploits de cette armée lors des batailles d'Ulm et d'Austerlitz s'appelaient le *Bulletin de la Grande Armée* diffusé dans toute la France, popularisant le terme de « *Grande Armée* ».

Elle comportait au départ sept corps d'armée (surnommés « *les sept torrents* » commandés par les maréchaux Bernadotte, Davout, Sault, Lannes, Ney et Augereau et par le général Marmont) qui s'illustrèrent lors des campagnes de 1805, 1806 et 1807 (ils sont rejoints le 1^{er} octobre 1806 par le 8^e corps sous Mortier et le 9^e - composé des alliés

bavarois, badois et wurtembergeois de la France – sous le prince Jérôme Bonaparte, en 1807 par le 10^e corps sous Lefebvre). Elle fut ébranlée le 8 février 1807 lors de la bataille d'Eylau où elle perdit 8 % de ses effectifs et contraint Napoléon à faire appel à des contingents étrangers. Toutefois, la victoire finale à Friedland fut essentiellement remportée par les vétérans français de cette Grande Armée (voir ordre de bataille de Friedland).

La Grande Armée fut dissoute à l'occasion de l'entrevue d'Erfurt entre Napoléon et le tsar, du 27 septembre au 12 octobre 1808. Napoléon avait besoin de renforcer ses troupes engagées dans la guerre d'Espagne et du Portugal, où elles venaient de subir d'importants revers (la capitulation de Baylen en juillet 1808 qui élimina la menace française en Andalousie et la défaite de Vimeiro, suivie de la convention de Cintra en août 1808, qui marqua l'évacuation du Portugal). Napoléon devait ainsi retirer des contingents d'Europe centrale pour renforcer l'armée d'Espagne dans la perspective de l'offensive qu'il avait décidé de diriger en personne à partir de début novembre 1808. Il profita de ces mouvements de troupes pour tenter d'apaiser les inquiétudes du Tsar Alexandre : des troupes françaises tenaient encore garnison en Prusse et à Dantzig. Le décret d'Erfurt daté du 12 octobre 1808 précise d'une part que « le corps de troupes qui restera en Allemagne prendra le nom d'armée du Rhin », sous commandement du maréchal Davout et que d'autre part « *le corps de troupes qui restera sous les ordres du maréchal prince de Ponte-Corvo [le maréchal Bernadotte], dans les villes hanséatiques, prendra le nom de corps de troupes du gouvernement des villes hanséatiques* ». Le nom d'armée du Rhin devait suggérer que cette armée tiendrait désormais une position défensive sur cette frontière de l'Empire français que constituait le Rhin, et non une position offensive en Allemagne ou en Pologne. Beaucoup de soldats issus de la Grande Armée de 1805-1808 mourront dans la péninsule ibérique durant les sept années de conflit (1808-1814).

Au début de 1809, la menace d'une offensive autrichienne en Bavière et en Italie amena Napoléon à redéployer ses forces sur ces futurs théâtres d'opération, en mobilisant les effectifs constitués en quelques mois par la conscription, alors que la plupart des troupes aguerries continuaient de combattre en Espagne. Le 8 avril 1809, il indiqua dans un courrier au maréchal Berthier que « [...] à dater du 1^{er} avril, toutes les troupes que j'ai en Allemagne seront connues sous le titre d'armée d'Allemagne, dont je me réserve le commandement en chef [...] ». Cette armée d'Allemagne allait connaître de durs combats face à l'armée autrichienne sous le commandement de l'Archiduc Charles, entre avril et juin 1809, et rejointe par l'armée d'Italie commandée par le vice-roi Eugène, elle put achever la campagne victorieusement à Wagram et Znaïm.

29 août 1906 : naissance de Roger Birot, Compagnon de la Libération.

Roger Richard Louis Birot naît le 29 août 1906 au Mans dans le département de la Sarthe. Il est le fils de Jean-Pierre Birot, capitaine d'infanterie, futur général, et de Juliette Millot.



Roger Louis effectue sa scolarité au Prytanée militaire, à La Flèche. Il entre à l'École navale en octobre 1924. À sa sortie en octobre 1926, il est enseigne de vaisseau de 2^e classe.

Affecté d'abord sur le torpilleur *Sénégalais*, il navigue sur le *Ville d'Ys*, un aviso, à la station de Terre-Neuve et d'Islande. Promu enseigne de vaisseau de 1^{re} classe en octobre 1928, il embarque sur le transport pétrolier *Mékong* basé à Cherbourg.

Il est officier élève de l'École des officiers de transmissions en 1931. Promu lieutenant de vaisseau, il est le chef du service transmissions à bord de plusieurs bâtiments successifs : en 1934 et 1935, sur les contre-torpilleurs *Guépard* puis *Jaguar* ; en 1936, sur le croiseur-école *Jeanne-d'Arc*, en 1937 à bord du cuirassé *Paris*, enfin en 1939, sur le contre-torpilleur *Lion*.

Lieutenant de vaisseau à la déclaration de la Seconde Guerre mondiale le 3 septembre 1939, Roger Birot commande le patrouilleur *La Cancalaise* et la 3^e escadrille de patrouilleurs auxiliaires avec laquelle il participe activement à la lutte anti-sous-marine et remporte deux victoires. Son navire saute sur une mine le 1^{er} mai 1940. Blessé, il est recueilli avec son équipage par un vapeur hollandais.

Lorsqu'il est de retour à Dunkerque, il est chargé de la sécurité et de la logistique du port. Il

s'illustre de nouveau, lors de l'évacuation de Dunkerque, et le vice-amiral Abrial lui décerne une citation à l'ordre de l'armée de mer, le 31 mai 1940. Après l'évacuation de Dunkerque, il prend le commandement à Cherbourg, le 15 juin, du patrouilleur *La Nantaise*. Il entend le 18 juin l'appel du général de Gaulle. Replié à Southampton le 3 juillet, il voit son bâtiment saisi comme les autres par la Royal Navy. Il est promu capitaine de corvette en juillet 1940.

Après quelques mois dans la Navy, Roger Birot rejoint le 11 novembre 1940 les Forces navales françaises libres (FNFL). Il entraîne beaucoup de marins à suivre son exemple.

D'abord nommé commandant en second du cuirassé *Courbet*, il est nommé en janvier 1941 commandant du torpilleur *Bouclier* ; mais celui-ci n'est pas opérationnel et est endommagé par les bombardements allemands sur Plymouth.

Il est désigné pour commander la corvette *Mimosa* le 17 avril 1941. C'est la première corvette des Forces navales françaises libres, elle leur est remise en mai 1941 ; il en dirige l'armement. Trois mois après, il prend le commandement de la 1^{re} division de corvettes, comprenant le *Mimosa*, l'*Alysse* et l'*Aconit*.

Il est chargé avec sa division d'escorter des convois alliés entre l'Amérique du Nord et l'Islande. C'est la première formation des FNFL à participer à la bataille de l'Atlantique. Il remplit cette mission d'escorte dans des « *conditions particulièrement difficiles* ».

Il est promu capitaine de frégate en octobre 1941. Avec le vice-amiral Muselier, à la tête de ses trois corvettes et du sous-marin *Surcouf*, il participe en décembre 1941 aux opérations pour rallier Saint-Pierre-et-Miquelon à la France libre, et il y joue un rôle prépondérant. Nommé le 1^{er} janvier 1942 commandant provisoire de la marine de Saint-Pierre-et-Miquelon, il y reste jusqu'à l'arrivée du titulaire du poste. Il repart en mars 1942 pour continuer ses missions dans l'Atlantique, escortant les convois avec le *Mimosa*.

Le *Mimosa* appareille de Greenock (Écosse) le 31 mai 1942, pour escorter à partir du 1^{er} juin le convoi « *ONS 100* » vers l'Amérique du Nord. Mais la corvette est torpillée dans la nuit du 8 au 9 juin par le sous-marin allemand U 124. C'est à 4 h 10 le 9 juin qu'une torpille a atteint le bâtiment par 52° 12 nord et 32° 37 ouest, touchant le compartiment machine et faisant exploser les munitions. Le *Mimosa* coule en trois minutes. Le capitaine de frégate Roger Birot ainsi que presque tout son équipage de 65 marins disparaissent, il n'y a que 4 survivants.

La croix de l'ordre de la Libération est décernée à titre posthume à Roger Birot, ce qui le fait compagnon de la Libération, par décret du 7 août 1945.

L'avis « *Commandant Birot* », lancé le 22 mai 1982, porte son nom.

- **Officier de la Légion d'Honneur**
- **[Compagnon de la Libération - décret du 7 août 1945](#)**
- **Croix de Guerre 39/45 (2 citations)**
- **Médaille de la Résistance**
- **Officier de l'Empire Britannique**

29 août 1914 : naissance de Lucien Bernier, Compagnon de la Libération.

Lucien Bernier naît le 29 août 1914 à Rennes d'un père cheminot. Il s'engage dans la marine nationale en 1934.



Lorsque débute la Seconde Guerre mondiale, il est en poste comme mécanicien à la 4^e escadre de sous-marins à Brest avec le grade de quartier-maître de 2^e classe. Refusant l'armistice du 22 juin 1940, il quitte la France pour l'Angleterre et s'engage immédiatement dans les forces françaises libres. En juillet, il est intégré au 1^{er} Bataillon de fusiliers marins qui vient d'être créé. Il participe alors à l'expédition de Dakar puis à la campagne du Gabon avant d'être projeté au Levant où il prend part à la campagne de Syrie. À la fin de l'année 1941, Bernier et son bataillon, intégrés à la 1^{re} brigade française libre, sont engagés dans la guerre du désert. Promu second-maître en avril 1942, il s'illustre comme chef de pièce de DCA lors de la bataille de Bir-Hakeim de mai à juin 1942 puis au cours de la seconde bataille d'El Alamein en octobre. Il participe ensuite à la campagne de Tunisie.

En 1944, avec la 1^{re} division française libre, le 1^{er} BFM devenu 1^{er} régiment de fusiliers marins prend part à la campagne d'Italie. Lucien Bernier combat dans la vallée du Liri où il se

distingue comme chef de patrouille et est blessé à Pontecorvo le 20 mai 1944. Il participe au débarquement de Provence en août 1944 et s'illustre particulièrement dans des opérations de déminage à Pierrefeu-du-Var puis, après avoir été promu maître le 1^{er} septembre, dans la libération d'Autun. Le 2 octobre 1944, lors d'une offensive vers Belfort, Lucien Bernier est tué d'une balle en pleine poitrine dans la forêt de Chérimont, près du village de Champagney. Il est inhumé dans la nécropole nationale de Rougement dans le Doubs.

• **Compagnon de la Libération - décret du 26 septembre 1945**

- **Médaille Militaire**
- **Croix de Guerre 1939-45 (3 citations)**
- **Médaille de la Résistance française**

29 août 1919 : naissance de Martin Touzeau, Compagnon de la Libération.

Martin Touzeau est né le 29 août 1919 à Toulouse en Haute-Garonne, d'un père cantonnier et d'une mère monteuse en chaussures.



Engagé en octobre 1937 au 3^e Régiment de

spahis marocains (3^e RSM) comme spahi de 2e classe, il est tout de suite envoyé à Meknès au Maroc.

En mai 1940, il part en renfort au 1^{er} RSM à Alep, en Syrie.

Rallié aux Forces françaises libres en août 1941, à Qastina en Palestine, après la campagne de Syrie, il est naturellement affecté aux Spahis qui prennent le nom de Groupe de reconnaissance de corps d'armée (GRCA). Le GRCA est affecté à la Brigade du général Cazaud en avril 1942 et regroupé en Libye le mois suivant.

Martin Touzeau participe à la campagne de Libye en qualité de chef de char. En septembre 1942, avec son unité devenue le 1^{er} Régiment de marche de spahis marocains (1^{er} RMSM), il s'illustre en Egypte où, le 24 octobre 1942 à El Alamein, lors de l'assaut de l'Himeimat, il met hors de combat un char ennemi et met en fuite son équipage.

Il prend part ensuite à la campagne de Tunisie puis reste stationné à Temara au Maroc avec son unité qui devient le régiment de reconnaissance de la 2e DB du général Leclerc. En octobre 1943, il est nommé maréchal des logis.

En avril 1944, il part pour l'Angleterre avec la Division avant de débarquer, le 1er août 1944, sur les côtes du Cotentin. Chef de char léger, le maréchal des logis Touzeau se distingue alors en Normandie à Franceville le 14 août, à Doncières dans les Vosges en septembre ainsi qu'en Lorraine où, le 16 novembre 1944, devant le Bois de Parux, il fait à nouveau la preuve de son sang-froid et de son « *mépris absolu du danger* » .

Envoyé ensuite sur le front de l'Atlantique au début de l'année 1945, il termine la guerre en Allemagne, à Berchtesgaden, avec la 2^e DB.

Démobilisé en août 1945 avec le grade de maréchal des logis chef, titulaire de quatre citations, il devient ensuite chauffeur dans une entreprise de travaux publics à Saint-Jean d'Angely, de 1946 à 1948.

En novembre 1948 Martin Touzeau se rengage au titre de l'armée de l'Air avec le grade de sergent. Breveté chef de section en 1949, il est admis dans le corps des sous-officiers de carrière et promu sergent-chef en 1950.

Il sert deux ans en Indochine où il est promu adjudant en 1953.

Adjudant-chef en 1956, il est adjoint au chef de l'atelier « *essais parachutistes* » au Centre d'essais en vol à Brétigny.

En 1961, il fait valoir ses droits à la retraite Il est ensuite employé comme technicien au Centre d'essais en vol de Brétigny-sur-Orge jusqu'en 1975.

Martin Touzeau est décédé le 11 octobre 2006 à Nachamps en Charente-Maritime où il est inhumé.

- **Commandeur de la Légion d'Honneur**
- **[Compagnon de la Libération - décret du 17 novembre 1945](#)**
- **Médaille Militaire**
- **Officier de l'Ordre National du Mérite**
- **Croix de Guerre 39/45 (4 citations)**
- **Croix du Combattant 39/45**
- **Croix du Combattant Volontaire 39/45**
- **Croix du Combattant Volontaire de la Résistance**
- **Médaille Coloniale avec agrafes « Libye », « Tunisie », « E-O »**
- **Médaille des Services Volontaires dans la France Libre**
- **Médaille Commémorative 39/45**
- **Médaille Commémorative d'Indochine**
- ***Presidential Unit Citation (USA)***

29 août 1941 : exécution d'Honoré d'Estienne d'Orves, Compagnon de la Libération.

Honoré d'Estienne d'Orves

Etienne de Montety



tempus

Sorti de l'École polytechnique en 1923, Honoré d'Estienne d'Orves s'engage dans la Marine nationale, élève officier à l'École navale. Il participe à la campagne d'application à bord du croiseur école *Jeanne d'Arc*.

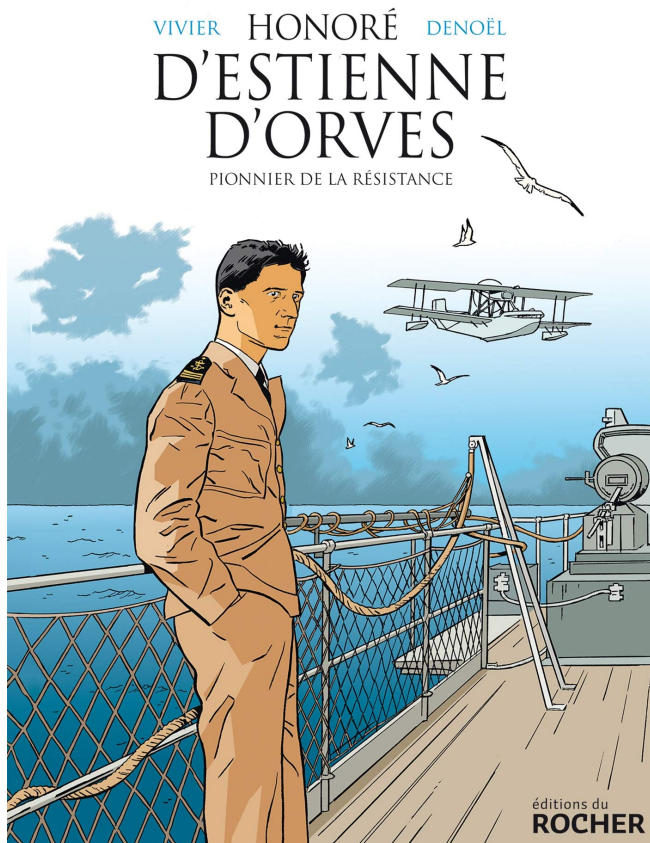
En 1929, il épouse Éliane de Lorgeril, descendante de Louis de Lorgeril, maire de Rennes, avec qui il aura cinq enfants : Marguerite, Monique, Rose, Marc (1937-2016), comte d'Estienne d'Orves, capitaine de corvette honoraire, Philippe, comte d'Estienne d'Orves.

Il est promu Lieutenant de vaisseau en 1930. En décembre 1939 il est embarqué à bord du croiseur lourd *Duquesne*, comme aide de camp de l'amiral Godfroy, commandant la Force X. Cette escadre se trouvant internée à Alexandrie lors de l'opération *Catapult* le 3 juillet 1940, d'Estienne d'Orves ne se satisfait pas de l'inaction à laquelle il est contraint.

En juillet 1940, avec plusieurs de ses camarades, il tente de rejoindre le général Legentilhomme, commandant supérieur des troupes de la Côte française des Somalis, qui a annoncé son intention de refuser l'armistice. La colonie s'étant finalement ralliée au gouvernement de Vichy en évinçant le général Legentilhomme, d'Estienne d'Orves décide,

en août 1940, de rejoindre l'Angleterre.

Il parvient à Londres à la fin de septembre après un long périple autour de l'Afrique, il prend le nom de « *Chateaufieux* » et se présente au quartier-général du général de Gaulle. Il est affecté au 2^e bureau des Forces navales françaises libres.



Le 21 décembre 1940, il est envoyé en mission en France : il traverse la Manche à bord d'un petit chalutier, accompagné du quartier-maître radiotélégraphiste « *Georges Marty* » (un Alsacien dont le vrai nom est Alfred Gaessler). Ils débarquent à Plogoff (Pors Loubous). Installé à Nantes dans le quartier de Chantenay, il organise un réseau de renseignement en France, le réseau *Nemrod*. Il établit la première liaison radio entre la France occupée et Londres. Du 6 au 19 janvier 1941, il est à Paris, où il séjourne entre autres chez Max André, une connaissance d'avant-guerre, qui accepte, à sa demande, de monter un réseau de renseignement dans la capitale.

À son retour à Nantes, il est trahi par Alfred Gaessler qui est en réalité un agent du contre-espionnage allemand. Il est arrêté le 22 janvier 1941, ainsi que les époux Clément, chez qui il se trouvait, et, par la suite, les vingt-trois autres membres du réseau. Les accusés sont transférés à Berlin puis à Paris où, le 23 mai, la cour martiale allemande condamne Estienne d'Orves à mort ainsi que huit de ses camarades qui sont transférés à Fresnes.

Les condamnés ne sont pas immédiatement exécutés. Ce sursis peut s'expliquer par la volonté du général von Stülpnagel, commandant des forces d'occupation en France, de garder des

otages pour une occasion spectaculaire. Il est aussi possible qu'il ait été tenu compte de la forte émotion provoquée par la condamnation d'un officier de marine, au point de susciter l'intervention du gouvernement de Vichy auprès des autorités allemandes. L'amiral Darlan, vice-président du Conseil, intervient, le 25 mai 1941, dans le cadre de ses tractations avec les Allemands concernant les Protocoles de Paris, pour demander la grâce d'Estienne d'Orves à l'amiral Canaris, en proposant en échange la fourniture de renseignements provenant du centre d'écoutes secret des Oudaïas (Rabat), afin que les Allemands soient informés sur les mouvements de la Marine britannique et le 27 mai des militaires français, proches de la Résistance, sont arrêtés, dont André Beaufre, semble-t-il (selon Loustaunau-Lacau) sur instructions de Darlan.

Le 22 juin 1941, c'est l'entrée en guerre de l'URSS et, le 21 août 1941, le résistant communiste Pierre Georges — le futur colonel Fabien — abat de deux balles dans le dos l'aspirant d'intendance de la *Kriegsmarine* Alfons Moser au métro Barbès. Le lendemain, les Allemands promulguent une ordonnance transformant les prisonniers français en otages et le général von Stülpnagel profite de l'occasion pour faire un exemple. En représailles, cent otages sont exécutés dont d'Estienne d'Orves le 29 août 1941 au Mont-Valérien, en compagnie de Maurice Barlier, sous-lieutenant FFL, et de Jan Doornik, officier hollandais.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

29 août 1936 : naissance de John McCain, pilote de l'US Navy, homme politique américain.

John Sidney McCain III, né le 29 août 1936 sur la base militaire américaine de Coco Solo (zone du canal de Panama) et mort le 25 août 2018 à Cornville (Arizona), est un vétéran de la guerre du Viêt Nam et homme politique américain. Il est sénateur de l'Arizona au Congrès des États-Unis de 1987 à sa mort et candidat républicain à l'élection présidentielle de 2008.



Crédit : US Navy.

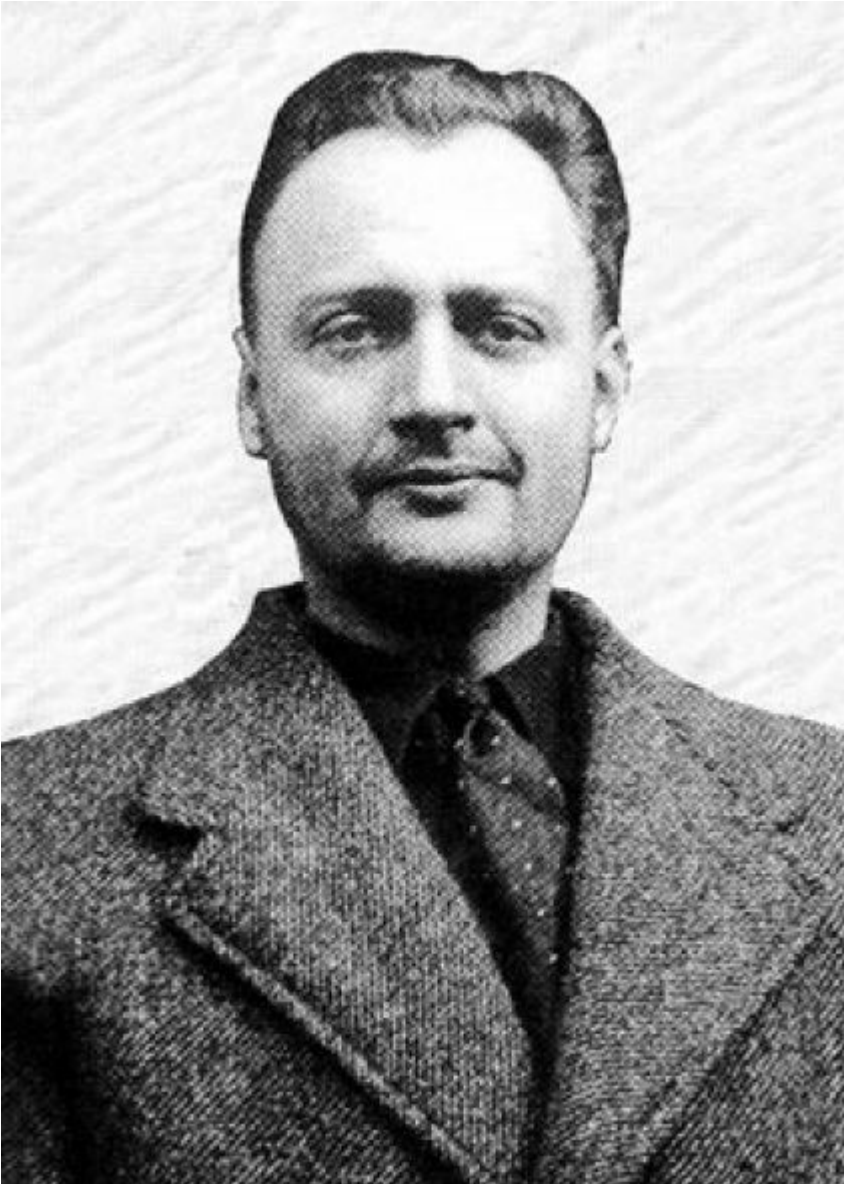
Fils et petit-fils d'amiral, il devient à son tour officier de marine en 1958. Pilote dans l'aéronavale, il est abattu au-dessus d'Hanoï en 1967. Capturé, il est torturé et mis à l'isolement, mais refuse une libération anticipée par solidarité avec ses camarades et pour ne pas servir la propagande du Viêt Nam du Nord. Libéré en 1973, il garde des séquelles physiques de la période. Il reprend ensuite le cours de sa carrière navale, mais démissionne en 1981 pour se lancer en politique. Membre du Parti républicain, il est élu et siège pour l'Arizona à la Chambre des représentants, de 1983 à 1987, puis au Sénat, de 1987 à son décès en 2018. Il est un spécialiste reconnu des questions de défense et de politique étrangère.

Bien qu'il partage plusieurs idées avec la base de son parti — notamment sur les questions sociétales et fiscales —, il affiche une certaine indépendance, par sa sensibilité écologique, sa volonté d'assainir le financement des campagnes politiques, sa condamnation de la torture en Irak et au camp de Guantánamo, ainsi que son soutien à un projet de légalisation des immigrés clandestins. Cette indépendance, son passé de héros de guerre ainsi que son image d'intégrité et de décence lui valent un respect quasi unanime au sein de la classe politique américaine.

Après une tentative infructueuse en 2000, il représente le Parti républicain à l'élection présidentielle de 2008. Candidat respecté, il ne peut toutefois pas contrer l'enthousiasme portant la campagne du démocrate Barack Obama et perd le scrutin avec 45,7 % des voix et 173 grands électeurs. Il poursuit sa carrière au Sénat jusqu'à la fin de sa vie dix ans plus tard, entretenant des relations courtoises avec le président Obama et le vice-président Joe Biden, puis prenant position contre plusieurs projets de l'administration de Donald Trump.

Atteint d'un glioblastome, une tumeur au cerveau, il meurt à quelques jours de ses 82 ans. Son cercueil est disposé sous la rotonde du Capitole des États-Unis, avant un enterrement au cimetière de l'Académie navale d'Annapolis au Maryland.

29 août 1941 : exécution de Jan Doornik, Compagnon de la Libération.



De nationalité hollandaise, Jan Doornik est né le 26 juin 1905 à Paris.

Il commence ses études en France avant de les poursuivre en Suisse.

Les événements de mai 1940 le surprennent en Belgique où il se trouve pour affaires. Devant l'impossibilité de rejoindre La Haye, il décide de gagner la France.

Fermement résolu à s'engager pour combattre les Allemands, il arrive à Paris vers le 20 mai, les pieds en sang, et se présente à l'attaché militaire néerlandais qui lui conseille d'attendre une convocation.

Mais Jan Doornik ne veut pas attendre et, le 18 juin, il s'embarque à Bordeaux pour Cardiff où il rejoint un corps hollandais dans lequel il s'engage immédiatement comme volontaire dans une

formation de choc.

Avec son unité il prend part à différentes expéditions de reconnaissance sur les côtes françaises. Au cours de l'une d'entre elles, alors que tous les officiers ont été tués, il prend le commandement du détachement et parvient à ramener ses camarades à la base. Cette action lui vaut une nomination d'officier.

Entre-temps, s'étant mis en rapport avec des officiers des Forces Françaises Libres, il obtient, avec le soutien du général de Gaulle, de la reine Wilhelmine l'autorisation de s'engager dans les Forces Françaises Libres dans lesquelles il est intégré avec le grade de lieutenant.

Jan Doornik est immédiatement volontaire pour une mission en France occupée. Chargé par le SR de la France Libre de reconnaître les installations de la *Kriegsmarine* sur la côte française, il débarque à Plogoff à la fin du mois de septembre 1940 sous le pseudonyme de Marcel Millot. Il se rend ensuite à Paris où il retrouve son frère Yves en même temps qu'il s'attache la collaboration enthousiaste de deux volontaires : Dobiès et Jean Auzias de Turenne. C'est dans la villa de ce dernier, à Saint-Cloud, qu'il décide d'installer le poste émetteur qui doit lui parvenir. Il confie à Turenne la direction de la filiale parisienne du réseau *Nemrod*.

Le 10 octobre, il repart pour Nantes et attend vainement à Plogoff le bateau qui doit le ramener en Angleterre. De guerre lasse il revient à Paris et s'efforce sans y parvenir d'envoyer à Londres, par l'Espagne, les informations qu'il a pu recueillir. A la fin du mois d'octobre, son frère le fait passer en Zone Non Occupée ; il crée une nouvelle filiale à Vichy, son frère l'y rejoint, et, ensemble, ils commencent à planter des jalons sur la côte méditerranéenne, de Nice à Perpignan. Jan Doornik tente de franchir la frontière espagnole pour rallier Gibraltar mais il échoue ; il essaie alors de passer par la Suisse où, parvenu jusqu'à Genève, il rencontre le Consul de Grande-Bretagne qui le prie d'attendre en Haute-Savoie les instructions de Londres. Deux jours plus tard il se voit confier la mission de retourner à Vichy pour accueillir le lieutenant Barlier envoyé d'Angleterre pour le seconder.

Le 25 décembre 1940 la première liaison radio avec la France Libre est établie à Nantes, par les membres du réseau *Nemrod*.

Fin décembre 1940, le lieutenant de vaisseau d'Estienne d'Orves rejoint à son tour la France et prend la direction des opérations. Jan Doornik, par l'intermédiaire de son frère Yves, rencontre pour la première fois Honoré d'Estienne d'Orves dans un café de Montparnasse, le 4 janvier 1941. D'Estienne d'Orves le félicite de l'action accomplie et lui propose de repartir avec lui pour Londres à la fin du mois. Mais de cette expédition qui comprend près de 30 hommes, peu nombreux sont ceux qui échappent aux arrestations, à la suite de la trahison du radio télégraphiste du réseau, entre le 20 et le 24 janvier 1941, à la veille de l'embarquement.

Le 3 février, Jan Doornik arrive à Nantes ; informé du désastre, il se rend à Plogoff dans une ferme où il est à son tour surpris par un détachement de cent hommes qui cernent la chaumière et se saisissent de lui. Emprisonné à Angers dans un premier temps, il est ensuite transféré à Berlin où il retrouve ses compagnons Barlier et d'Estienne d'Orves. Tous trois sont ramenés à Paris à la fin du mois de février pour être emprisonnés à la prison du Cherche-Midi.

Le procès de Jan Doornik et de ses camarades s'ouvre le 13 mai 1941. Douze jours plus tard, Barlier, Doornik et d'Estienne d'Orves sont condamnés à mort. La Cour Martiale qui les a jugés signe pourtant spontanément leur recours en grâce. De même, le conseiller allemand Keyser, ému par la droiture et le courage des condamnés soumet à Hitler un recours en grâce à leur endroit. En vain.

Le 28 août 1941, les trois hommes obtiennent de passer leur dernière nuit dans la même cellule. Ayant obtenu également que leurs yeux ne soient pas bandés au moment du supplice, ils sont fusillés le lendemain, 29 août 1941, à l'aube, au Mont Valérien.

Jan Doornik est exécuté en dernier. Il est inhumé au cimetière du Père Lachaise à Paris.

• [Compagnon de la Libération - décret du 7 mars 1945](#)

• **Croix de la Résistance 1940-1945 (Pays-Bas)**

29 août 1944 : soulèvement national slovaque.

Le soulèvement national slovaque (SNP) est un soulèvement armé des insurgés slovaques au cours de la Seconde Guerre mondiale pour protester contre l'entrée de la Wehrmacht sur le territoire national. Il débuta le 29 août 1944 en tant que défense face aux unités d'occupation allemandes, et était indirectement une attaque contre le gouvernement autoritaire de Jozef Tiso. Il peut aussi être vu comme étant un effort pour être du côté des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. La ville de Banská Bystrica en Slovaquie centrale était le centre de cette insurrection. Les unités allemandes battirent les insurgés dans la nuit du 27 au 28 octobre 1944, et une partie des combattants rejoignit la résistance. Les résistants continuèrent leur lutte contre les nazis jusqu'à la libération du pays au printemps 1945.

Le 27 août, les partisans et les soldats du major Cyril Kuchta occupèrent Ružomberok et liquidèrent ou emprisonnèrent les citoyens allemands et libérèrent les prisonniers politiques. Dans d'autres communes, ils proclamèrent le renouveau de la Tchécoslovaquie et appelèrent à la mobilisation. Les liaisons ferroviaires des villes prises furent interrompues dans la vallée du Váh ainsi que le travail dans les usines d'armement de la ville où se trouvait du matériel pour produire des centaines d'affûts d'artillerie. Le 28 août 1944 à Turčiansky Svätý Martin, le groupe de résistants communistes portant le nom de Brigade Štefánik en collaboration avec les cheminots et les antifascistes, fusillèrent après une tentative de désarmement, la plupart des membres des groupes de soldats allemands venant de Roumanie placés sous le commandement du colonel Walter E.A Otto. Jusqu'à aujourd'hui, on ignore si les femmes et les enfants faisaient aussi partie des victimes.

Les représailles allemandes ne se firent pas attendre. L'activité grandissante des résistants

était seulement un prétexte pour une invasion allemande. L'ambassadeur du Reich, Hans Elard Ludin, demanda à Berlin une intervention militaire, et le 28 août, le gouvernement slovaque se déclara aussi en sa faveur. Immédiatement, les unités allemandes commencèrent dans les jours qui suivirent à occuper la Slovaquie afin de réprimer la révolte et d'aider le régime collaborationniste dans son combat contre les partisans. Selon les déclarations du général SS Hermann Höfle qu'il fit après la guerre, cette invasion était la réaction allemande face à l'intervention armée de Ružomberok.

Aujourd'hui encore se pose la question de savoir si l'activité des résistants avant l'occupation du pays se réalisa par ordre du commandement soviétique ou bien si elle est née de façon volontaire et spontanée. Aucune preuve que les Soviétiques ont intentionnellement appelé à l'occupation n'a été trouvée dans les archives. Seulement peu de sources prennent en considération le fait que l'Union soviétique considérait la Slovaquie comme un territoire ennemi étant donné que la première république slovaque était déjà depuis 3 ans en état de guerre avec l'URSS et que deux divisions armées opéraient sur son territoire.

Les services secrets occidentaux ont aidé légèrement les insurgés en livrant plusieurs tonnes d'armes et munitions par voie aérienne. La mission de l'Office of Strategic Services déployée pour ce soutien eut 14 personnes tués dans cette opération.

Le 31 août, le maréchal soviétique Ivan Koniev (commandant du 1^{er} front ukrainien composé de la 38^e armée soviétique de Kirill Moskalenko et du 1^{er} corps tchécoslovaque de Ludvík Svoboda) ordonna la préparation de plans d'offensive visant à détruire les forces nazies en Slovaquie pour soutenir les insurgés slovaques. Le plan prévoyait une percée vers le sud à travers l'ancienne frontière polono-slovaque dans les Carpates par le col de Dukla et de pénétrer en Slovaquie en direction de Svidník. Prešov devait être prise en cinq jours. Les Allemands avaient cependant fortifié la région, formant le *Karpatenfestung* (« *forteresse des Carpates* ») ou ligne Árpád. L'opération débuta le 8 septembre, la ville polonaise de Krosno fut prise au bout de 3 jours de combats. L'un des plus grands engagements de l'offensive a eu lieu autour et sur la colline 534 au nord-ouest de la ville polonaise de Dukla ; la bataille pour capturer cette colline a duré du 10 au 20 septembre et le contrôle de cette colline changera une vingtaine de fois. La ville de Dukla fut prise le 21 septembre et la ligne fortifiée par les Allemands sur la frontière le 6 octobre ; il a fallu près d'un mois aux Soviétiques pour atteindre la Slovaquie, à une vingtaine de kilomètres au sud. Le soulèvement était en grande partie déjà écrasé lorsque l'Armée rouge libéra les territoires slovaques ; l'une des principales raisons avancées étant la résistance allemande dans le col de Dukla beaucoup plus vigoureuse que prévu, un autre facteur étant que les forces insurgées slovaques n'ont pas réussi à sécuriser le côté slovaque du col, comme prévu par les commandants slovaques et soviétiques durant les premiers préparatifs.

Cette bataille fut l'une des plus meurtrières du front de l'Est, 180 000 soldats furent blessés ou tués (les deux camps confondus). Le retard, puis l'échec à fournir un soutien aux insurgés, ont mené à des accusations selon lesquelles Joseph Staline souhaitait délibérément, tout comme dans le cas de l'insurrection de Varsovie, affaiblir les forces tchécoslovaques pour faciliter sa prise de contrôle du pays.

En 1949, le gouvernement tchécoslovaque érigea un mémorial et un cimetière au sud-est du

col de Dukla, à Vyšný Komárnik, le premier village libéré de Tchécoslovaquie. Il contient les tombes de plusieurs centaines de soldats soviétiques et tchécoslovaques. Plusieurs autres mémoriaux et cimetières ont également été érigés dans la région. Le film *Brigade de chars* (Tanková brigáda) réalisé par Ivo Toman en 1955 tente de retracer ces événements. En 1965, un musée militaire ouvre à Svidník dont la première exposition a lieu en 1969 à l'occasion du 25^e anniversaire de la bataille.

La principale composante des forces armées du soulèvement étaient formée par les unités insurrectionnelles et étaient désignées comme étant la première armée tchéco-slovaque en Slovaquie, dont la dénomination officielle eut lieu le 31 août 1944. L'armée insurrectionnelle se composait d'unités de l'armée slovaque qui avaient changé de camp pour rejoindre celui des insurgés et le nombre de combattants augmenta progressivement. Au début, environ 18 000 soldats en faisaient partie, et après la mobilisation du 5 septembre 1944, 47 000 puis 60 000 soldats rejoignirent les forces armées. Son activité était partiellement soutenue par quelques unités de la résistance.

Lors des premiers jours du soulèvement, l'armée insurrectionnelle avait à sa disposition 16 bataillons d'infanterie et 8 compagnies indépendantes. Elle était armée d'environ 46 000 fusils, 4 000 fusils-mitrailleurs, 2 700 mitraillettes, 200 canons et mortiers, 24 chars (des *Panzerkampfwagen 35(t)*, *Panzerkampfwagen 38(t)* ainsi que des *Panzerkampfwagen II*), 4 chasseurs de chars (des *Marder II*), 3 trains blindés improvisés, plus 34 avions. L'armée n'avait pas assez d'armes lourdes antiaériennes et antichars, ce qui ne fut compensé ni par la fourniture d'armes par l'URSS (des fusils antichars) et les États-Unis (des bazookas et des pistolets-mitrailleurs). Au pire moment, après avoir perdu la plupart des armes après la retraite, il manquait même du matériel militaire de base comme des fusils, des mitraillettes et des munitions pour toutes sortes d'armes, ce qui causa une réduction des effectifs de l'armée, vu qu'elle n'avait pas de quoi les armer. Ceci mena au fait que pendant les dernières phases des combats, l'armée n'avait pas suffisamment de moyens pour arrêter la poussée des Allemands.

Le commandement de l'aviation insurrectionnelle était formé par le major du quartier général J. Thóth ainsi que par le chef d'État-major L. Hron. Le 31 août 1944, les sources matérielles et personnelles pour l'édification de cette aviation s'amenuisèrent après le départ pour l'URSS d'un groupe de l'armée composé de 42 avions affecté à la défense aérienne de l'est de la Slovaquie. De plus, la plupart des avions de chasse des anciennes escadrilles 11 et 13 du régiment aérien de Piešťany en juillet 1944 furent perdus dans une action non réfléchie contre une unité américaine effectuant des raids aériens. D'autres pertes furent causées par l'occupation par les forces allemandes de l'aéroport de Piešťany, où le personnel slovaque abandonna 10 bombardiers en piqué Junkers Ju 87 qui étaient encore fonctionnels, ainsi que quelques autres vieux engins, des Avia B.534. Les occupations d'autres aéroports, ceux de Spišská Nová Ves, Poprad, Vajnory et Trenčín, engendrèrent elles aussi des pertes non négligeables.

Du début du soulèvement jusqu'aux combats, l'aviation insurrectionnelle mobilisa les aéroports de Tri Duby (aujourd'hui Sliač) d'où opéra la première escadrille combinée. L'unité avait à sa disposition 4 biplans en piqué Avia B.534, quelques Letov Š.328 d'observation et de

bombardement léger, deux Messerschmitt Bf 109 en piqué ainsi que d'autres types d'appareils du même acabit. La première escadrille combinée utilisa comme supports des unités clandestines dont les pilotes avaient par le passé participé à quelques duels aériens. Il manquait à l'aviation insurrectionnelle un certain nombre d'avions bombardiers, c'est pourquoi les premières possibilités de soutien aérien direct aux résistants des unités clandestines restèrent limitées. Les moyens de l'aviation insurrectionnelle s'améliorèrent après l'arrivée du premier régiment de chasse indépendant tchéco-slovaque, qui réussit à maintenir sous son contrôle son propre espace aérien.

Les activités des résistants souffrirent d'une météo défavorable et de l'insuffisance du système de renseignement et de traque anti-aérien. Aucun radar n'existait. Certaines unités aériennes d'origine, qui n'avaient pas d'équipement, furent changées en troupes au sol et se classèrent parmi les meilleures formations de l'armée insurrectionnelle.



29 août 1949 : premier essai de la bombe A soviétique.

RDS-1, le premier essai atomique soviétique, le 29 août 1949 avait pour nom de code « Premier éclair » (Первая молния, ou *Pervaja Molnia*), et fut connu par le nom

de code donné par les Américains « Joe 1 ». La conception de la bombe est très similaire à la première bombe au plutonium américaine « Fat Man », elle met en œuvre une conception avec des lentilles explosives pour l'implosion à base de TNT et d'hexogène.

Le problème le plus important au début du projet soviétique était l'achat de minerai d'uranium, l'URSS n'ayant pas de ressources nationales connues au début du projet. Le réacteur soviétique F-1, qui commença à fonctionner en décembre 1946, fut alimenté avec de l'uranium confisqué du projet de bombe atomique allemande. Cet uranium avait été extrait au Congo belge, et était tombé dans les mains des Allemands après l'invasion et l'occupation de la Belgique en 1940. D'autres sources d'uranium, dans les premières années du programme, furent des mines en Allemagne de l'Est (SAG Wismut), en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Roumanie (près de Stei) et en Pologne. Finalement, de grandes ressources domestiques furent découvertes.

Entre 1945 et 1950, l'uranium pour le programme d'armement nucléaire soviétique vint des pays suivants (production minière uniquement) :

- **1945** : Union soviétique : 14,6 t.
- **1946** : Union soviétique : 50,0 t ; Allemagne de l'Est : 15 t ; Tchécoslovaquie : 18 t ; Bulgarie : 26,6 t.
- **1947** : Union soviétique : 129,3 t ; Allemagne de l'Est : 150 t ; Tchécoslovaquie : 49,1 t ; Bulgarie : 7,6 t ; Pologne : 2,3 t.
- **1948** : Union soviétique : 182,5 t ; Allemagne de l'Est : 321,2 t ; Tchécoslovaquie : 103,2 t ; Bulgarie : 18,2 t ; Pologne : 9,3 t.
- **1949** : Union soviétique : 278,6 t ; Allemagne de l'Est : 767,8 t ; Tchécoslovaquie : 147,3 t ; Bulgarie : 30,3 t ; Pologne : 43,3 t.
- **1950** : Union soviétique : 416,9 t ; Allemagne de l'Est : 1 224 t ; Tchécoslovaquie : 281,4 t ; Bulgarie : 70,9 t ; Pologne : 63,6 t.

À la fin des années 1960 démarre la production de la mine d'uranium de Krasnokamensk en Sibérie orientale.

29 août 2007 : mort à 91 ans de Pierre Mesmer, le « centurion » du général de Gaulle.

Pierre Messmer, né le 20 mars 1916 à Vincennes (Seine) et mort le 29 août 2007 à Paris, est un homme d'État français.

Engagé dans les Forces françaises libres (FFL), il est après-guerre administrateur colonial. Il est impliqué dans la Guerre du Cameroun entre 1956 et 1958, où il pilote la contre-insurrection contre les indépendantistes communistes de l'UPC. Ministre des Armées du général de

Gaulle de 1960 à 1969, il est nommé ministre d'État chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer en 1971.

Pierre Messmer occupe le poste de Premier ministre du 5 juillet 1972 au 27 mai 1974, sous la présidence de Georges Pompidou et l'intérim d'Alain Poher. Il est également maire de Sarrebourg de 1971 à 1989 et président du conseil régional de Lorraine de 1978 à 1979.

Chancelier de l'ordre de la Libération et chancelier honoraire de l'Institut de France, il est membre de l'Académie française de 1999 à sa mort. En 2005, il avait appelé à voter « non » au référendum de 2005 sur le traité européen.

Mobilisé en 1939, il est sous-lieutenant au 12^e régiment de tirailleurs sénégalais. Le 17 juin 1940, alors stationné dans l'Allier avec le lieutenant Jean Simon, ils entendent à la radio la demande d'armistice du maréchal Pétain. Affectés dans l'après-midi à Pau, ils obtiennent la permission de rejoindre par leurs propres moyens leur nouvelle affectation en empruntant une vieille moto. Refusant de cesser le combat, les deux jeunes gens traversent le Massif central pour éviter les colonnes allemandes. Leur moto tombant en panne, ils font du stop jusqu'à Tarascon avant de prendre le train à Beaucaire pour Marseille où ils arrivent le 18 juin au soir. Le 20 juin 1940, Jean Simon rencontre le capitaine au long cours Humbert Vuillemin, commandant du *Capo Olmo* qui cherche des hommes sûrs pour l'aider à détourner le navire italien vers l'Angleterre. En lisant *Le Petit Provençal*, les deux officiers prennent connaissance de l'appel du 18 Juin lancé par le général de Gaulle et embarquent avec quelques autres clandestins. Le soir du 23 juin 1940, au sein d'un convoi, le bateau simule une avarie de machine et se détourne vers l'ouest. Le lendemain matin l'équipage est informé de la décision du commandant.

Le *Capo Olmo* arrive à Gibraltar le 27 juin 1940, puis rejoint Liverpool le 16 juillet 1940. La cargaison du navire qui se compose de 481 tonnes de matériel de guerre divers en particulier douze avions Glenn Martin en caisses, des camions et tracteurs d'aviation, est ensuite vendue aux Anglais, permettant à la France libre de subsister pendant les trois premiers mois.

Messmer et Simon intègrent la 13^e DBLE et participent ensemble aux combats en Érythrée, en Syrie, à Bir Hakeim et en Tunisie en 1943. En juillet 1943, Messmer part en mission aux Antilles avant d'être affecté à Londres à l'état-major du général Koenig, commandant en chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI) et commandant supérieur des forces françaises en Grande-Bretagne. En août 1944 il est envoyé en Normandie et participe à la libération de Paris et à la libération de la France. Le 11 novembre 1944 il reçoit la Légion d'honneur des mains du général de Gaulle lors d'une cérémonie à l'Arc de triomphe.

Parachuté en Indochine en août 1945, Pierre Messmer est fait prisonnier par le Viêt Minh et s'évade après deux mois de captivité. Il rejoint Hanoï où il est démobilisé et rendu à la vie civile. De retour à Paris, il confie à de Gaulle en tête à tête que, Saïgon mise à part, la France ne contrôle rien au Viêt Nam, la seule solution possible étant de négocier avec Hô Chi Minh. Pierre Messmer est par la suite colonel de réserve.